

CONGO

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 4807 - VENDREDI 02 AOUT 2024

## COOPÉRATION

# Denis Sassou N'Guesso en visite officielle au Kazakhstan

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, est arrivé hier à Astana où il aura des entretiens avec son homologue du Kazakhstan, Kassym-Jomart Tokaïev.

En marge de cette visite, il est prévu la signature d'un accord de coopération dans le domaine de l'industrie du pétrole et du gaz entre JSC Kaz MunaiGas et la Société nationale des pétroles du Congo, d'un protocole d'accord de coopération dans le domaine des technologies de l'information et de la communication entre la JSC National information Technologie et l'Autorité de régulation des postes et des communications électroniques (ARPCE), deux protocoles de coopération dont l'un dans le domaine du système spatial de télédétection de la terre entre JSC NC Kazakhstan Garysh Sapary et l'ARPCE, et l'autre en matière de cyber sécurité entre MSPP GL LLP et l'ARPCE.



Arrivée du président Denis Sassou N'Guesso à Astana

## INDUSTRIES EXTRACTIVES

## Encore des efforts dans la gouvernance



Les parties prenantes/Adiac

La République du Congo est appelée à déployer des efforts supplémentaires dans la gouvernance des activités du secteur extractif avant la prochaine validation de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), prévue en avril 2025. Le niveau de conformité du Congo à la norme 2023 sera évalué par le Conseil d'administration de l'ITIE. Le Congo étant tenu de conserver son statut de pays conforme à l'initiative.

Page 3

## SANTÉ PUBLIQUE

## Le CSI de Kinsoundi classé modèle d'excellence



Les officiels et les agents de santé

Dans le cadre du projet Mavimpi ya mboté, visant à réduire la mortalité maternelle et infantile au Congo, le Centre de santé intégré (CSI) de Kinsoundi, à Makélékélé, le 1er arrondissement de Brazzaville, a été reconnu hier comme un modèle d'excellence.

La cérémonie s'est déroulée en présence du ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki, et de la représentante du Fonds des Nations unies pour l'enfance au Congo, Chantal Umutoni.

Page 16

## AWARDS CALF 2024

## Quinze femmes gratifiées pour leur engagement

La 4e édition de la Conférence africaine pour le leadership féminin (Calf) a récompensé, le 31 juillet à Brazzaville, quinze

femmes entrepreneures, artistes, politiques et activistes sociales pour leur engagement dans leurs domaines respectifs. Désignées

« championnes nationales », les lauréates ont été réparties en cinq catégories dans le cadre des Awards 2024..

Page 9

## Éditorial

## Nouvelle impulsion

Page 2

## ÉDITORIAL

## Nouvelle impulsion

L'un des défis auxquels restent confrontés nombre de pays africains, dont le Congo, est celui de la mobilisation des recettes intérieures et le renforcement de la résilience fiscale nécessaire pour investir dans le développement. Renverser une telle tendance requiert une grande rigueur en matière de gouvernance et de gestion des fonds publics.

La récente participation des cadres congolais à la session de formation virtuelle de l'Académie de gestion des finances publiques pour l'Afrique de la Banque africaine de développement participe de la volonté des pouvoirs publics à mobiliser davantage les recettes.

L'objectif étant de garantir une stabilité budgétaire pour faire face aux chocs endogènes provoqués par la variation des cours des matières premières, notamment le pétrole qui constitue l'une des principales sources de revenus pour le pays.

Les recettes fiscales étant souvent inférieures au minimum de 15 % du produit intérieur brut requis par les Nations unies pour atteindre les objectifs de développement durable, renforcer les institutions dédiées aux fins de la stabilité budgétaire devrait orienter les cadres des régies financières dans une approche novatrice et plus efficace dans la gestion des finances.

Vu sous cet angle, on peut considérer que les nouvelles attributions dévolues au ministère du Budget, des Comptes publics et du Portefeuille public intègrent cette volonté des plus hautes autorités de l'Etat de mobiliser suffisamment des ressources intérieures. Espérons-le vivement.

*Les Dépêches de Brazzaville*

## PORT DE POINTE-NOIRE

## Des coûts de passage portuaire, un goulot d'étranglement

Le Conseil congolais des chargeurs a présenté aux députés, le 31 juillet à Brazzaville, les résultats de son étude comparative sur les coûts et délais des passages portuaires des marchandises et corridors de transit. C'était à l'occasion d'une journée parlementaire.

Présentée lors d'un forum organisé par le Conseil congolais des chargeurs du 27 au 29 mars dernier à Pointe-Noire, l'étude a épinglé les difficultés que rencontrent les opérateurs économiques tant à l'importation qu'à l'exportation. « La problématique des coûts et délais n'est pas une utopie. C'est la réalité que subissent nos opérateurs économiques en amont et en aval de la chaîne d'approvisionnement des marchandises », a déclaré M. Itoua qui présentait l'étude comparative sur les coûts et délais des passages portuaires des marchandises et corridors de transit.

En effet, comparativement aux ports de Kribi et Douala, au Cameroun, les prix pratiqués au port autonome de Pointe-Noire sont largement supérieurs. De plus, il y a plusieurs administrations publiques, des banques, des compagnies d'assurance et des ministères qui prélèvent des taxes. En 2024, il y a deux nouvelles structures qui se sont ajoutées, notamment le scanner lors du passage des marchandises et l'Agence congolaise de la normalisation et de la qualité, élargissant les peines des commerçants.

« Dans la perspective d'affronter le marché commun africain, la Zone de libre-échange continentale africaine qui pointe à l'horizon 2030, il est impératif d'intégrer l'axe relatif aux coûts et délais des passages portuaires des marchandises et corridors de transit dans la stratégie nationale que s'est doté notre pays », a sollicité le directeur général du Conseil congolais des chargeurs, Candide Dominique Fabrice Koumou Boulas. Selon lui, pour rendre plus compétitive la chaîne de transport multimodal et surtout améliorer son indice de performance logistique jugé en dessous de la moyenne, les coûts et délais des passages portuaires des marchandises et corridors de transit constituent une préoccupation majeure pour le Conseil congolais des chargeurs, au regard de ses missions. « Nous sollicitons une pleine implication de l'Assemblée nationale dans la mise en œuvre des recommandations issues de cette étude comparative, d'autant plus que le salut de l'amélioration de l'indice de performance logistique de notre pays et de l'optimisation du prix de la ménagère en

dépend », a-t-il conclu.

Le deuxième vice-président de l'Assemblée nationale, Roland Bouiti-Viaudo, s'est, quant à lui, félicité de cette initiative du ministère en charge des Transports qui a permis la réalisation d'une étude pertinente portant sur des questions touchant au quotidien des Congolais. D'après lui, cette problématique qui concerne le panier de la ménagère doit participer au progrès social pour tous dans la solidarité. Rappelant les atouts du Congo en sa qualité de pays de transit, il a souligné la nécessité de tirer profit de cette position géographique exceptionnelle et de vastes potentiels. « Face aux enjeux de la mondialisation, à l'application prochaine des dispositions relatives à la Zone de libre-échange continentale africaine, à la modernisation des ports et aéroports des pays de la sous-région, il nous faudrait offrir des prestations de qualité aux meilleurs coûts dans les délais les plus express. Tel est le challenge qui se présente à nous tous, à vous les experts du transport multimodal », a rappelé Roland Bouiti-Viaudo.

**Parfait Wilfried Douniama**

*Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)*  
Site Internet : [www.brazzaville-adiac.com](http://www.brazzaville-adiac.com)

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya  
Grand reporter : Nestor N'Gampoula  
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé  
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh  
Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo  
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo  
Chef de service : Clotilde Ibara  
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

## PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi  
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

## INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,  
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

## ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira  
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi  
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo  
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,  
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal  
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo  
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima  
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

## COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse  
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

## LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala  
Adjoint à la direction : Elvy Bombete  
Coordonnateur :  
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

## INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala  
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

## MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

## CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
[www.lesdepechesdebrazzaville.com](http://www.lesdepechesdebrazzaville.com)  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64  
Email : [regie@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzaville.fr)

Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

\*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,  
eMail : [contact@inc-sa.com](mailto:contact@inc-sa.com),  
site Internet [www.inc-sa.com](http://www.inc-sa.com)

## ITIE-CONGO

## Des mesures correctives requises pour plus de transparence

Le Congo devra faire des efforts supplémentaires en matière de gouvernance du secteur extractif, avant la prochaine validation de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) en avril 2025. Les mesures correctives concernent notamment la facilitation d'une supervision cohérente par le groupe multipartite du processus, la prise de décisions régulières.

Le conseil d'administration de l'ITIE évaluera le niveau de conformité du Congo à la norme 2023, au cours de la session prévue le 1er avril 2025. Pour tenter d'augmenter ses chances de conserver le statut de pays conforme à l'ITIE, le Congo a mis en place un projet « d'appui au renforcement de la gouvernance du secteur des industries extractives en République du Congo », avec le soutien du gouvernement français à travers l'Expertise France.

Le projet a permis en vingt-deux mois de renforcer les capacités d'environ deux cents acteurs nationaux, qui sont parties prenantes à l'ITIE (administrations publiques, sociétés privées, organisations de la société civile). Grâce au financement du Fonds français de solidarité pour les projets innovants (FSPI) estimé à 557 000 euros, soit environ 363 millions FCFA, des ateliers d'échange et formation ont été organisés au profit des parties prenantes locales.

Le bilan du projet « d'appui au renforcement de la gou-



La photo de famille des parties prenantes/Adiac

vernance du secteur des industries extractives en République du Congo » a été dressé, le 31 juillet, à Brazzaville, lors d'une rencontre réunissant les membres du secrétariat permanent de l'ITIE Congo et leurs partenaires français. En effet, l'objectif du FSPI était de préparer le Congo pour la prochaine évaluation de son dispositif. « À travers ce projet [...], la France s'est tenue aux côtés du Congo pour

soutenir l'amélioration de la gestion publique et de la redevabilité du secteur de l'industrie extractive », a signifié Lionel Vignaca, conseiller de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France au Congo.

Celui-ci a ajouté que l'initiative s'inscrit dans l'action de coopération et d'investissement solidaire de la France visant à accompagner le Congo dans ses efforts pour une meilleure

gouvernance des ressources naturelles. Le projet achevé incarne, a-t-il poursuivi, l'engagement mutuel de la France et du Congo à promouvoir les meilleures normes, mondialement reconnues, en matière de transparence.

Cet appui financier a surtout permis de doter le Congo des outils nécessaires pour améliorer la gestion de ses ressources extractives ainsi que la redevabilité publique, s'est félicité

le secrétaire permanent du comité national de l'ITIE, Florent Michel Okoko. « Les parties prenantes, y compris le secrétariat permanent de l'ITIE, ont su apprécier les différents concepts clés de la gestion des ressources extractives, la norme dans sa version de 2023 et la richesse du dialogue entre ces différentes entités », a-t-il déclaré.

**Fiacre Kombo**

## RECHERCHES

## Anvri promet une agriculture résiliente

L'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et innovation (Anvri) a lancé, le 31 juillet à la cité scientifique de Brazzaville, ex-Orostom, un nouveau projet dénommé « Laboratoire vivant pour une agriculture durable », destiné à promouvoir une agriculture durable au Congo.

Le projet « Laboratoire vivant pour une agriculture durable » a été lancé par la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Delphine Edith Emmanuel. Il est le deuxième du genre initié par Anvri, après celui dénommé Agri-tech, lancé en janvier dernier. Il est financé par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et vise à promouvoir une agriculture durable, résiliente et d'éco-innovation au sein des pays du bassin du Congo.

C'est une nouvelle approche qui réunit l'ensemble des acteurs du Système national de la recherche agronomique, à savoir les agriculteurs, les chercheurs, les enseignants-chercheurs, les institutions publiques et privées, les innovateurs et inventeurs congolais, dans le but de concevoir des plans et pratiques fondés sur des



La ministre Delphine Edith Emmanuel et les responsables d'Anvri visitant quelques réalisations au lancement du projet/Adiac

technologies innovantes. Le projet repose sur trois principes essentiels. Il s'agit, entre autres, de renforcer les capaci-

tés techniques et les besoins des agriculteurs à travers différents partenariats multidisciplinaires et multisectorielles. Une approche

soutenue par la ministre de tutelle pour qui, sans ce soutien financier, le projet « Laboratoire vivant pour une agriculture du-

nable » n'aura pas vu le jour. S'exprimant à cet effet, le directeur général d'Anvri, Patrick Obel Okeli, a salué le partenariat conclu avec l'OIF qui, selon lui, mérite d'être consolidé. « Etant donné que les innovations qui en résultent sont élaborées en collégialité avec les agriculteurs, elles seront plus faciles à approuver. Le processus d'élaboration conjointe permettra de se rassurer que les innovations apportées sont économiquement viables, techniquement réalisables et souhaitables pour les producteurs. La collaboration avec les agriculteurs tout au long du cycle de l'innovation est donc essentielle », a-t-il souligné.

Ainsi, pour planifier des actions à mener et atteindre les objectifs fixés par le projet, un plan de mise en œuvre sera élaboré.

**Firmin Oyé**

# VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI  
à VENDREDI (9h-17h)  
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

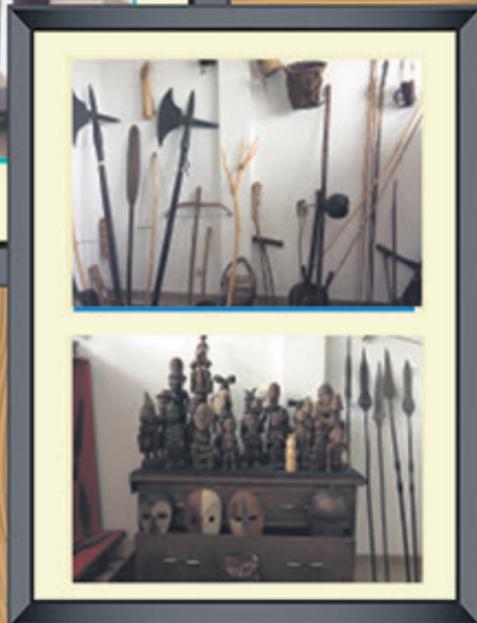
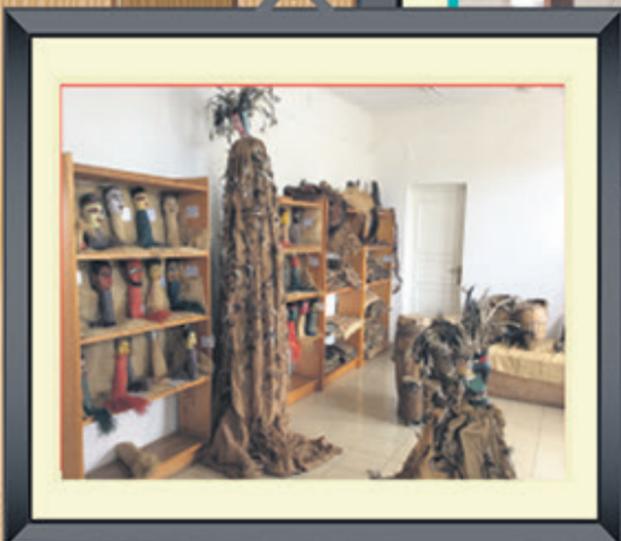
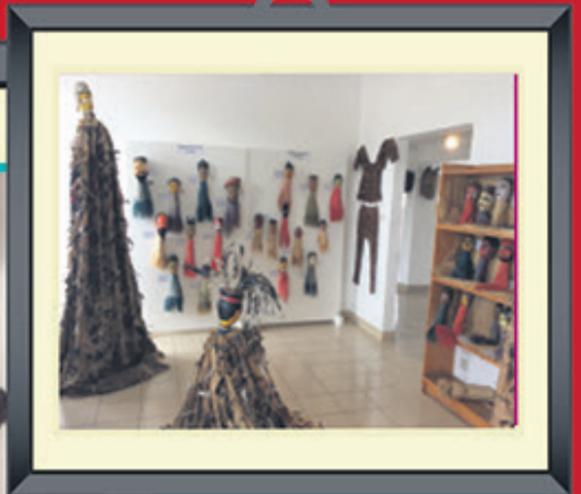
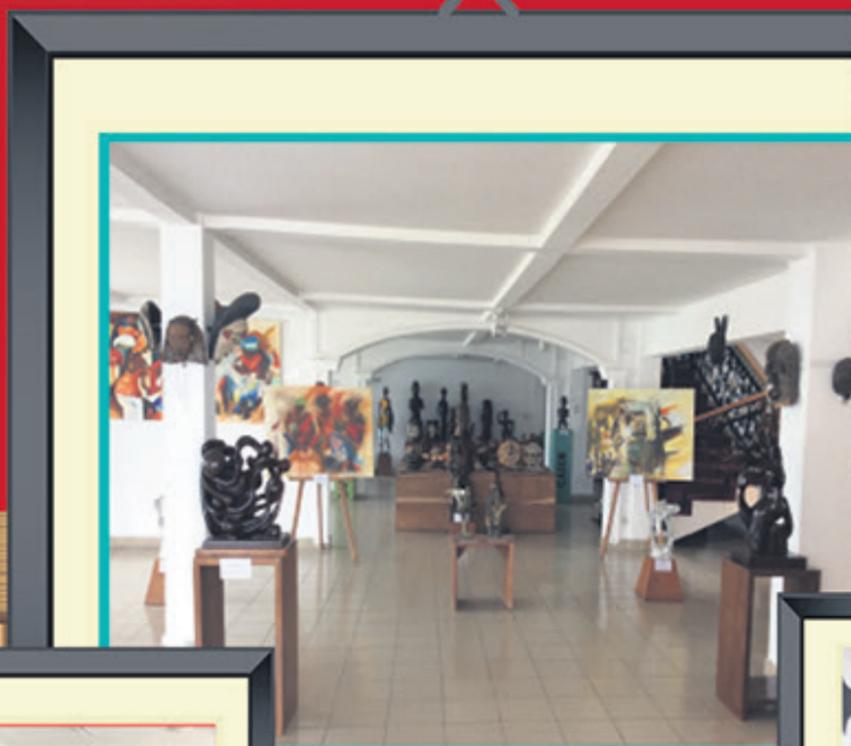
MUSIQUE

## Musée Congo

du Bassin du Congo

galerie CONGO

ARTS ET EXPRESSIONS



L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition  
à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso  
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville  
République du Congo.

## SOCIÉTÉ CIVILE

## Des recommandations pour la liberté de manifestation

Lors d'une conférence de presse tenue le 31 juillet à Brazzaville, quelques organisations de la société civile ont formulé, à l'endroit du gouvernement, des recommandations en vue d'améliorer les pratiques sur le droit d'organiser des manifestations.

Près de dix organisations de la société civile, dont l'Observatoire congolais des droits de l'homme (OCDH), ont réagi à l'arrestation de trois activistes initiateurs d'une marche dite « Marche contre la misère », à travers laquelle elles ont appelé, le 26 juillet, à la démission du gouvernement. Ces derniers ont été relâchés dans les soixante-douze heures ayant suivi leur interpellation. Ils étaient donc en liberté au moment où se tenait la conférence de presse de ces organisations de la société civile.

« Nous recommandons au gouvernement de revoir ses pratiques sur la liberté de manifestation afin d'accorder aux citoyens qui justifient d'un intérêt, des autorisations nécessaires et d'assurer la sécurisation du mouvement à travers la force publique », a déclaré la directrice exécutive par intérim de l'OCDH, Nina Cynthia Kiyindou Yombo,

donnant lecture de la note de position des organisations de la société civile réunies en conférence de presse. La mise en place des cadres juridiques nationaux sur les manifestations publiques pour une meilleure jouissance du droit à la liberté de réunion pacifique et sur la protection des défenseurs des droits humains dans l'exercice de leur travail allongent la liste des recommandations formulées.

Par ailleurs, ces organisations de la société civile ont appelé leurs partenaires et les missions diplomatiques à encourager le gouvernement à améliorer le cadre de protection des défenseurs des droits humains dans le pays en lui rappelant ses engagements en matière des droits humains.

**Témoignage**

L'un des activistes, Cédric Castellin Balou, a pris part à cette conférence de presse.



Les représentants des organisations de la société lors de la conférence de presse / Adiac

Il a apporté son témoignage sur le déroulement des faits pendant leur marche, leur arrestation, leur interrogatoire et leur libération. « Il nous a été reproché d'avoir organisé une manifestation illégale. Nous n'avons pas demandé l'autorisation », a-t-il reconnu.

Pour justifier le fait de n'avoir pas demandé l'autorisation d'organiser cette marche, Cédric Castellin Balou a indiqué : « Plusieurs fois, l'autorisation de manifester nous a été refusée par la préfecture qui a toujours estimé que nos demandes ne sont pas fondées. Pour-

tant, lorsque l'on observe autour de nous, d'autres structures qui chantent les louanges du gouvernement obtiennent des autorisations sans problème. C'est pour cette raison que nous avons voulu forcer et nous avons été arrêtés ».

**Rominique Makaya**



**ABONNEZ VOUS  
GRATUITEMENT**

[www.adiac-congo.com/content/newsletter](http://www.adiac-congo.com/content/newsletter)



SAISISSEZ LE LIEN

OU



**SCANNEZ  
LE QR CODE**

**AGENCE D'INFORMATION  
D'AFRIQUE CENTRALE**

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER  
DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES  
DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

**ADIAC  
NEWSLETTER**

L'information du congo  
et de sa région en un clic !

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir  
la newsletter et restez informé des  
principaux faits marquants de l'actualité

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guessou  
Brazzaville - République du Congo  
(+ 242) 05 532 01 09  
info@lesdepechesdebrazzaville.fr

# CONFERENCE INTERNATIONALE SUR L'AFFORESTATION ET LE REBOISEMENT

@Kintélé- Brazzaville, 02-05 juillet 2024

## ALLOCUTION DE MONSIEUR ACHIM STEINER, ASSOCIE DU SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES, ADMINISTRATEUR DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD)

**Achim Steiner,**  
**UNDP Administrator**  
**Excellencies,**  
**Ladies and gentlemen,**

It is a privilege to join this timely event organized by the Governor of the Republic of Congo, the African Union Commission for African Forum of Forest, and United Nations Forum on Forests.

African Forest Forum and United Nations Forum on Forest. It aims to see new effort to advance, major global environmental objectives. That includes the Kunming Montreal Biodiversity Framework, the Paris Agreement and land degradation neutrality targets.

It recognizes that afforestation and reforestation to restore ecosystems and natural habitats are not only urgent priorities to hold the relentless erosion of our planet's biodiversity and ultimately human well-being.

It can reverse the degradation of forest land that 70 million indigenous people call their home, and often their main source of livelihood.

Indeed, forest represent the most effective nature-based technology to absorb and lock away carbon and slow climate change.

It is this thinking that underpins the United Nations Development Program's global support including on the continent of

Africa, where forests represent towering pillars that weave together the threads of ecological resilience; human well-being and economic opportunity.

In this respect, I would like to outline three key vectors of focus/

First: UNDP is supporting policies and measures aimed at reducing deforestation and promoting sustainable forest management. That includes embedding these in nationally determined contributions on the NDCs, which is amongst the objectives of UNDP's ambitions climate promise.

As underlined by the UN Secretary General, this initiative is now the vehicle through which the UN system is scaling up support for the development of vital third-generation NDCs that must have an increased emphasis on forests as part of their next generation.

For instance, Lugtoga, where UNDP is supporting efforts to restore half a million hectares of savanna lands and shea parklands, alongside establishing 25 000 hectares of forest plantations.

This contribution to forest conservation and climate mitigation while also boosting livelihoods and resilience time is shocks for women in the sheer value chain.

Second through our nature pledge, UNDP is accelerating globally transformative nature-based solutions, including a focus on forests with a diverse array of partners,



including local communities or women's organisations. That includes pioneering ways to address weak or absent land tenure and rights, which often contribute to deforestation.

Consider Indonesia, where we are supporting the social forestry program to allocate some 10% of its state forests for management by indigenous and local communities.

Finally, the global total of domestic and international finance directed to forest-based climate mitigation and conservation solutions averages just 2,3 billion \$ per year or 1% of the amount actually required. It means that many countries miss out on the economic and development opportunities of the transition to a nature-positive future and development

pathway. Therefore, effort like integrated National Financing Frameworks can help to close this gap, something that UNDP and UN are now supporting in over 80 countries around the world.

Or consider UNDP's Biodiversity Finance Initiative which can assist more countries to leverage innovative financial vehicle to drive finance towards forests, like that for nature swaps and green bonds.

Indeed, as global demand for commodities such as soy and palm oil rise, new partnerships are key, including with the private sector. For example, we can look to Ecuador, where UNDP is now partnering with the government and the private sector to create a ground-breaking deforestation-free certification scheme.

Excellencies, ladies and gentlemen, as we all work towards the biodiversity, climate and land cops later this year, The UN family is committed to enhancing international cooperation to support afforestation and reforestation as global public goods across the continent of Africa.

In so many ways, forests are at the root of efforts to advance the global goals, sheltering our planet's precious biodiversity and where the canopies of climate resilience can shelter the many generations to come

In line with this sentiment I wish you a most productive conference.

**Thank you**

### (Traduction en français)

**Excellences,**  
**Mesdames et Messieurs,**

C'est un privilège de participer à cet événement opportun organisé par le gouverneur de la République du Congo, la Commission de l'Union africaine pour le Forum africain sur les forêts et le Forum des Nations Unies sur les forêts.

Forum forestier africain et Forum des Nations Unies sur les forêts. Il vise à voir de nouveaux efforts pour faire avancer les principaux objectifs environnementaux mondiaux. Cela inclut le Cadre de Kunming Montréal pour la biodiversité, l'Accord de Paris et les objectifs de neutralité en matière de dégradation des terres.

Il reconnaît que le boisement et le reboisement visant à restaurer les écosystèmes et les habitats naturels ne sont pas seulement des priorités urgentes pour freiner l'érosion incessante de la biodiversité de notre planète et, en fin de compte, le bien-être humain.

Cela peut inverser la dégradation des terres forestières sur lesquelles 70 millions d'autochtones habitent et constituent souvent leur principale source de revenus.

En effet, la forêt représente la technologie naturelle la plus efficace pour absorber et séquestrer le carbone et ralentir le changement climatique.

C'est cette réflexion qui sous-tend le soutien mondial du Programme des Nations

Unies pour le développement, notamment sur le continent africain, où les forêts représentent d'imposants piliers qui tissent ensemble les fils de la résilience écologique ; bien-être humain et opportunités économiques.

À cet égard, je voudrais souligner trois vecteurs clés d'intervention/

Premièrement : le PNUD soutient les politiques et mesures visant à réduire la déforestation et à promouvoir la gestion durable des forêts. That inclut leur intégration dans des contributions déterminées au niveau national sur les CDN, ce qui fait partie des objectifs de la promesse climatique du PNUD.

Comme l'a souligné le Secrétaire général de l'ONU, cette initiative est désormais le moyen par lequel le système des Nations Unies intensifie son soutien au développement de CDN vitales de troisième génération qui doivent mettre davantage l'accent sur les forêts dans le cadre de la prochaine génération.

Par exemple, Lugtoga, où le PNUD soutient les efforts visant à restaurer un demi-million d'hectares de savanes et de parcs à karité, tout en créant 25 000 hectares de plantations forestières.

Cette contribution à la conservation des forêts et à l'atténuation du changement climatique, tout en améliorant les moyens de subsistance et la résilience, constitue un

choc pour les femmes tout au long de la chaîne de valeur.

Deuxièmement, grâce à notre engagement en faveur de la nature, le PNUD accélère les solutions mondiales transformatrices basées sur la nature, notamment en mettant l'accent sur les forêts avec un large éventail de partenaires, notamment les communautés locales ou les organisations de femmes. Cela inclut des moyens novateurs de remédier à la faiblesse ou à l'absence de régime foncier et aux acariens, qui contribuent souvent à la déforestation.

Prenons l'exemple de l'Indonésie, où nous soutenons le programme de foresterie sociale visant à allouer environ 10 % de ses forêts domaniales à la gestion par les communautés autochtones et locales.

Enfin, le total mondial des financements nationaux et internationaux consacrés aux solutions forestières d'atténuation et de conservation du climat s'élève en moyenne à seulement 2,3 milliards de dollars par an, soit 1 % du montant réellement nécessaire. Cela signifie que de nombreux pays passent à côté des opportunités économiques et de développement lié à la transition vers une nature - un avenir positif et une voie de développement. Par conséquent, des efforts tels que les cadres de financement nationaux intégrés peuvent contribuer à combler cet écart, ce que le PNUD et l'ONU soutiennent désormais dans plus de 80 pays à travers le monde.

Ou pensez à l'Initiative de financement de la biodiversité du PNUD qui peut aider davantage de pays à tirer parti de véhicules financiers innovants pour diriger le financement vers les forêts, comme celui des échanges naturels et des obligations vertes.

En effet, à mesure que la demande mondiale de produits tels que le soja et l'huile de palme augmente, de nouveaux partenariats sont essentiels, notamment avec le secteur privé. Par exemple, nous pouvons nous tourner vers l'Équateur, où le PNUD s'associe désormais au gouvernement et au secteur privé pour créer un système de certification révolutionnaire sans déforestation.

Excellences, Mesdames et Messieurs, alors que nous travaillons tous en faveur de la biodiversité, du climat et des terres plus tard cette année, la famille des Nations Unies s'engage à renforcer la coopération internationale pour soutenir le boisement et le reboisement en tant que biens publics mondiaux sur tout le continent africain.

À bien des égards, les forêts sont à la base des efforts visant à faire avancer les objectifs mondiaux, abritant la précieuse biodiversité de notre planète et où les auvents de résilience climatique peuvent abriter les nombreuses générations à venir.

Conformément à ce sentiment, je vous souhaite une conférence des plus productives.

**Je vous remercie.**

# CONFERENCE INTERNATIONALE SUR L'AFFORESTATION ET LE REBOISEMENT

@Kintélé- Brazzaville, 02-05 Juillet 2024

## ALLOCUTION DE MADAME ADAMA DIAN BARRY, REPRESENTANTE RESIDENTE DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD) EN REPUBLIQUE DU CONGO

Excellence Mme. Rosalie MATONDO, Ministre de l'Économie Forestière de la République du Congo, pays organisateur de cette conférence internationale

Excellences Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement de la République du Congo,

Excellences Mesdames et Messieurs les membres des Gouvernements prenant part à cette conférence

Excellence Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et chefs de mission diplomatique.

Monsieur le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies en République du Congo

Mesdames et Messieurs les Représentants des Agences du Système des Nations Unies, chers collègues

Mesdames et Messieurs les chefs de délégations des pays

Mesdames et Messieurs les représentants des ONG, société civile et secteur privé

### Mesdames et Messieurs les experts, et participants

Au nom du Programme des Nations Unies pour le Développement, Permettez moi à l'entame de mes propos, de saluer la République du Congo, et son Gouvernement, porté par Son Excellence Denis Sassou Nguesso, Président de la République, chef de l'Etat, pour son leadership et son engagement continue et constant pour la cause commune de lutte contre les changements climatiques, la sécheresse et la désertification, ainsi que la protection de la biodiversité.

Je ne puis taire ma satisfaction et le sentiment d'honneur qui m'anime, en prenant la parole aujourd'hui lors de cette première Conférence internationale de son genre, visant à discuter d'un sujet aussi crucial que celui de l'afforestation et du reboisement

En effet, chaque année le monde perd près de 10 million d'ha de forêts, soit la taille du Portugal, et, l'Afrique et le bassin du Congo particulièrement perdent respectivement 3,9 millions d'ha et 2 millions d'ha chaque année.

Cette déforestation galopante compromet non seulement l'intégrité des écosystèmes forestiers et les moyens de subsistance qui en dépendent, mais exacerbe également le changement cli-



matique en libérant dans l'atmosphère le carbone stocké, et en réduisant la capacité des forêts à séquestrer le carbone.

Il est important de rappeler que les écosystèmes forestiers constituent LES solutions basées sur la nature par EXCELLENCE, pour lutter contre le changement climatique et promouvoir le développement durable.

Aussi, les couverts forestiers jouent un rôle essentiel pour l'atteinte des objectifs de l'Accord de Paris sur le climat, car 90% des Contributions Déterminées Nationales (CDN) nouvelles ou mises à jour tiennent compte de ces forêts et de l'utilisation des terres.

### Excellence Madame la Ministre

#### Mesdames et Messieurs

Les statistiques dénotent que l'année 2023 a été la plus chaude jamais enregistrée sur la terre. Dans ce contexte mondial marqué par des niveaux records d'augmentation des températures terrestres, les actions d'afforestation et de reboisement de grandes envergures constituent plus que jamais une voie par excellence non seulement de lutte contre les changements climatiques, de préservation de la biodiversité, de protection des ressources naturelles, mais aussi et surtout d'amélioration des conditions de subsistance et lutte contre la pauvreté pour de nombreuses populations à travers le planète.

En dépit de cette évidence, les diverses initiatives de restauration de couvert forestiers prises aux niveaux régional et international, restent mitigés sur le terrain.

En effet, en dépit de la volonté politique

de plusieurs pays pour des programmes d'afforestation et de reboisement, l'un des obstacles majeurs à l'atteinte des objectifs de grande envergure reste l'absence de moyens financiers adéquats et à la mesure des ambitions. A cet effet, malgré l'absence de données officielles sur le gap financier à combler, il est estimé qu'entre 44 et 52 milliards de USD seraient nécessaires chaque année pour atteindre la plupart des objectifs d'afforestation et de reforestation.

Par conséquent, vous en conviendrez avec moi, que cette situation requière une batterie d'interventions innovantes, notamment le renforcement du développement et déploiement d'instruments financiers innovants dans le cadre d'initiative commune à l'instar de la Décennie des Nations Unies sur la Restauration des Écosystèmes.

Au Programme des Nations Unies pour le Développement, nous déployons trois solutions d'accélération des financements des interventions de promotion de la reconstitution de la biodiversité ainsi que de prévention du déboisement et des changements climatiques :

1. Les Cadres Nations de Financements Intégrés, qui sont des outils dont plusieurs États se sont déjà dotés, permettant de canaliser les flux de financement publics et privés vers les interventions en faveur de la biodiversité et du climat. Cet outil permet ainsi de mieux capitaliser sur les sources de financements issus du marché du carbone et du secteur privé. Je rappelle d'ailleurs qu'en marge de cette conférence, le PNUD animera un side event sur le marché du carbone pour mieux expliquer les enjeux et les opportunités offerts par ces mécanismes de financement;

2. La finance de la biodiversité, ou BIOFIN, est un instrument que le PNUD déploie dans plusieurs pays avec nos partenaires de l'Union Européenne, visant à renforcer et promouvoir les initiatives en faveur de la préservation de la biodiversité.

3. La Promesse Climat, est un projet qui permet une offre intégrée de services des Agences des Nations Unies et des partenaires au développement, visant à accompagner les États dans la structuration de Contributions Déterminées

Nationales SMART, et à haut impact pour réduire la température de la planète.

### Mesdames et messieurs,

Avant de clore mon propos, permettez moi enfin de relever que la présente Conférence internationale intervient à un moment stratégique, coïncidant avec le lancement le 23 avril 2024 à New York de la Promesse Climatique 2025 par le Secrétaire Général des Nations Unies en vue d'aider les pays en développement à renforcer la qualité et le potentiel d'investissement et à accélérer la mise en œuvre des CDN pour favoriser le développement durable et surtout réduire le réchauffement de la planète.

Dans le cadre de cet appel du Secrétaire Général des Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour le Développement, entend valoriser l'infrastructure des États à travers les CDN pour impulser une approche d'intervention mieux coordonnée et plus intégrée.

Ainsi, je renouvelle ici notre engagement à travailler aux côtés des États et partenaires au développement pour :

1. Favoriser la coopération mondiale en faveur d'un soutien politique, technique et financier aux programmes de reboisement et de boisement, en tant que solutions fondées sur la nature pour la résilience climatique et le développement économique durable.

2. Favoriser l'accès des pays du Continent Africain notamment, aux marchés du carbone : les pays ont besoin d'accéder à des volumes plus élevés de financement international du climat afin de leur permettre d'atteindre leurs objectifs NDC et le financement du carbone est l'une de ces sources.

3. Adopter des approches et stratégies mondiales/régionales concertées favorisant la production et la diffusion de données scientifiques permettant notamment une quantification des couverts forestiers, les financements requis et disponibles;

Je vous remercie de votre aimable attention, et vous souhaite de fructueux travaux, tout en félicitant une fois de plus le Gouvernement du Congo pour cette excellente initiative et souhaiter à l'ensemble des participants des engagements fructueux et constructifs au cours de cette Conférence. /

## SÉCHERESSE EN AFRIQUE

## Le pire est à venir selon l'ONU

Une sécheresse record qui a déjà dévasté les récoltes en Afrique australe, provoquant la faim chez des millions de personnes et poussant cinq pays à déclarer une catastrophe nationale, entre désormais dans sa pire phase, a prévenu l'Organisation des Nations unies (ONU).

Le Programme alimentaire mondial (PAM) dit s'attendre à une augmentation du nombre de personnes ayant du mal à se nourrir. «La pire période arrive maintenant», a déclaré à Johannesburg, en Afrique du Sud, la directrice régionale par intérim du PAM pour l'Afrique australe, Lola Castro. «Les gens n'ont rien pu récolter et le problème c'est que la prochaine récolte n'aura lieu qu'en avril 2025 », a-t-elle ajouté. Après le Malawi, la Namibie, la Zambie, le Zimbabwe, le royaume du Lesotho est devenu, il y a deux semaines, le dernier pays à déclarer l'état de catastrophe nationale suite à la sécheresse liée au phénomène El Niño. D'autres pays, comme l'Angola et le Mozambique, pourraient bientôt faire de



même ou signaler un écart entre la nourriture dont ils disposent et celle dont ils ont besoin, a poursuivi Lola Castro.

Selon certaines estimations, la sécheresse est la pire que la région a connue depuis 100 ans, a-t-elle souligné. Au moins 27 millions de personnes ont été touchées dans une région où

de nombreuses personnes dépendent de l'agriculture pour survivre, a argumenté Lola Castro, s'exprimant depuis le bureau du PAM à Johannesburg. La sécheresse a détruit 70 pc des récoltes en Zambie et 80 pc au Zimbabwe, réduisant considérablement l'offre et faisant grimper les prix des denrées alimentaires, a-t-

elle dit. «Le maïs est totalement sec et duveteux, il n'a pas poussé et les gens essayent vraiment de trouver quoi faire ensuite, pour pouvoir nourrir leurs familles», a expliqué Lola Castro.

**Même si El Niño ne sévit plus, ses effets persistent**  
«Nous ne pouvons pas

parler de famine mais les gens ne peuvent pas acheter des repas adéquats ni consommer un nombre suffisant de calories par jour. Les enfants commencent à maigrir, la population commence à souffrir», a estimé la responsable du PAM. Cette agence de l'ONU encourage les agriculteurs à planter des cultures plus résistantes à la sécheresse comme le sorgho, le mil et le manioc pour faire face aux futures périodes de sécheresse. Le PAM, qui a lancé un appel de 409 millions de dollars pour fournir de la nourriture, de l'argent et d'autres aides à environ six millions de personnes dans la région, n'a reçu jusqu'à présent qu'environ 200 millions de dollars, selon Lola Castro.

Noël Ndong

## NUMÉRIQUE

## La Chine et l'Afrique valident leur coopération

Vingt-six pays africains viennent de décider d'accélérer leur transformation numérique. Consciente des défis imposés par la numérisation, Pékin s'engage à leur apporter son savoir-faire.

La Chine et vingt-six pays africains ont validé un plan d'action destiné à accélérer leur coopération numérique. C'était lors du Forum sur la coopération numérique Chine-Afrique, tenu à Beijing, du 29 au 30 juillet, intitulé « Dessiner conjointement un plan numérique et partager les réalisations en matière de développement ». Le plan d'action prévoit six points focaux: la coopération en matière de politique numérique, d'infrastructures numériques, d'innovation numérique, de transformation numérique, de sécurité numérique et de renforcement des capacités numériques. Organisé dans le cadre du Forum sur la coopération sino-africaine, qui se tiendra en septembre, l'événement a également permis de discuter de questions cruciales concernant le numérique en Afrique.

Le ministre chinois de l'Industrie et des Technologies de l'information, Jin Zhuanlong, a annoncé une coopé-

ration pragmatique dans les communications mobiles, les centres de données, les câbles sous-marins et terrestres, la 5G, la 6G, la sécurité des réseaux, le calcul haute performance et la communication quantique. L'Afrique reste au cœur de la stratégie de coopération de la Chine baptisée les « nouvelles routes de la soie ». Le numérique est l'un des secteurs souvent mis à contribution. L'initiative a permis d'améliorer la connectivité entre l'Afrique et des régions clés d'Europe, d'Asie et des Amériques par le

**Malgré cette collaboration pérenne, la majorité des pays africains accuse un retard en matière de développement numérique...**

déploiement de plusieurs câbles sous-marins, totalisant plus de 60 000 kilomètres. Malgré cette collaboration pérenne, la majorité des pays africains accuse un retard en matière de développement numérique, comme l'indique le rapport « Measuring digital development : the ICT development index 2023 » de l'Union internationale des télécommunications, tandis que la Chine se classe parmi les pays leaders. Le plan d'action validé par la Chine et les pays africains vise à combler cet écart, en offrant des opportunités pour renforcer les infrastructures numériques, améliorer les compétences, stimuler l'innovation, assurer la sécurité numérique, et promouvoir la recherche ainsi que le développement de même que le e-gouvernement. Cette initiative devrait ainsi permettre à l'Afrique de libérer pleinement son potentiel numérique et d'accélérer son développement socio-économique.

N.Nd.

## ALIMENTATION

## 733 millions de personnes souffrent de la faim

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a rapporté que plus de 700 millions de personnes « pourraient avoir souffert de la faim en 2023 ».

Dans son rapport annuel sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, la FAO indique que la situation reste largement inchangée par rapport à l'année précédente. Le directeur de l'économie agroalimentaire à la FAO, David Laborde, a déclaré : « Aujourd'hui, nous produisons suffisamment de nourriture sur cette planète pour nourrir tout le monde. Si nous voulons résoudre le problème d'ici à 2030, c'est techniquement possible. C'est un choix politique, et cela dépend du montant d'argent que nous sommes prêts à investir pour y remédier ». La faim touche une personne sur cinq en Afrique, avec une aggravation notable sur ce continent. Dans certaines régions du monde, comme le Soudan ou la bande de Gaza, les conflits ont considérablement aggravé la crise alimentaire.

Pour le directeur de l'économie agroalimentaire de la FAO, la faim chronique est une crise qui ne se limite pas au présent, mais dont les effets perdureront dans l'avenir : « Lorsqu'on parle de sécurité alimentaire et de nutrition, ainsi que de malnutrition chronique, ce n'est pas seulement la crise actuelle qui est en jeu, mais aussi l'impact sur l'avenir. Les femmes enceintes et les enfants confrontés à la malnutrition aujourd'hui en paieront le prix tout au long de leur vie. En ne résolvant pas ce problème dès maintenant, nous condamnons ces pays à une pauvreté persistante et à des défis futurs majeurs », indique David Laborde. Le rapport anticipe que 582 millions de personnes, principalement en Afrique, seront « chroniquement sous-alimentées d'ici à 2030 ».

N.Nd.

## AWARD CALF 2024

# Une dizaine de femmes honorée à Brazzaville

A l'occasion de la 4<sup>e</sup> édition de la Conférence africaine du leadership féminin (Calf) organisée le 31 juillet à Brazzaville, des femmes activistes sociales, entrepreneures, artistes et politiques ont été honorées pour leur engagement ayant marqué leur secteur par des initiatives innovantes et un impact économique remarquable.

Au total, quinze femmes, réparties en cinq catégories, ont été désignées « Championnes nationales » lors de la cérémonie Award Calf 2024. Les lauréates de la catégorie sociale sont Mildred Moukenga, présidente de l'association Femme modèle et directrice exécutive du programme Women's activities awards ; Danielle Sassou N'Gusso, présidente de la fondation Sounga; et Anissa Sassou N'Gusso, présidente de l'association Panafrican youth union.

« Cela va faire onze ans cette année que je suis engagée dans la promotion de l'empowerment ou l'autonomisation. Nous dénichons des femmes partout dans le Congo qui font des choses exceptionnelles et nous les mettons à la lumière afin qu'elles bénéficient de financements. Et franchement, je ne m'attendais jamais à pouvoir avoir une reconnaissance par rapport à cet engagement, parce que cela s'est fait de manière très naturelle. Je remercie, de ce fait, toutes les personnes qui nous ont soutenues dans cette démarche et particulièrement aujourd'hui la Calf pour la reconnaissance à l'endroit de notre association », a confié Mildred Moukenga.

Award Calf 2024, dans la catégorie politique, a été décerné à trois dames, à savoir Inès Nefer Ingani, Avanke Lekoundzou et Yacine Koumba. En culture, les primées sont Mariusca Moukengue,



Les lauréates et représentants des lauréates de la catégorie « Sociale » de la soirée Award Calf 2024DR

slameuse, présidente de l'association Slamourail et directrice du festival Slamouv ; Monie Lek, actrice cascadeuse ; Sardoine Mia, artiste plasticienne; et Jessy B, artiste rappeuse. La catégorie « Innovation » a primé Cindy Gamassa, consultante-experte en communication, genre et inclusion numérique, également fondatrice et directrice générale de Numerika ; ainsi que Pauliana Locko, CEO de Liana Services et créatrice de Leya App.

En entrepreneuriat, la Calf 2024 a distingué quatre femmes qui se démarquent par leur audace, leur persévérance et leur contribution

à l'économie. Il s'agit de Laurelle Oboa, CEO de la société d'événementiel Grain de sel ; Alexia Felrine, fondatrice et responsable de la boutique de cosmétique Klammm shop ; Séraphine Ekoa, responsable d'Africa shop; et enfin Sandra Kaba, fondatrice de la société d'intermédiation financière et bureau de change « Presf ».

## Calf 2024 : Brazzaville, première destination itinérante

Placée sur le thème « Améliorer la compétitivité de l'Afrique en renforçant le leadership féminin à la production économique », la Calf, une association panafri-

caine basée au Gabon, est une rencontre qui vise à catalyser des transformations significatives et durables en valorisant la contribution inestimable des Africaines à l'économie et au développement social. Pour la première fois, la conférence s'est délocalisée du Gabon pour poser ses valises au Congo, précisément à Brazzaville avec la participation de plusieurs personnalités comme la ministre de la Promotion de la femme, Inès Nefer Ingani Voumbo Yalo ; le ministre de la Communication et des Médias, porte-parole du gouvernement, Thierry Lézin Mougalla; de la ministre honoraire et dépu-

tée de la 13<sup>e</sup> législature du Gabon, Estelle Ondo et bien d'autres.

Couplée à la célébration de la Journée internationale de la femme africaine, la 4<sup>e</sup> édition de la Calf a été rythmée par plusieurs panels et workshop autour de plusieurs thématiques, à savoir améliorer la compétitivité de l'Afrique en renforçant le leadership féminin à la production économique ; quel apport des réseaux et de nombreuses organisations féminines africaines dans le renforcement du leadership des femmes du continent ? ; quels mécanismes et outils d'appui au financement et au développement des entreprises dirigées par les femmes ? ...

« La Conférence africaine du leadership féminin permet de promouvoir le rôle prépondérant des femmes dans le développement économique et social de l'Afrique. La mission est de créer des plateformes d'échange et de collaboration pour inspirer, éduquer et autonomiser les femmes leaders de demain. Nous sommes ravies de cette première édition à Brazzaville et nous espérons que cela n'a pas été une conférence de plus mais plutôt un pas pour chacune des femmes vers un épanouissement personnel et économique », a déclaré Anna Mankessy, présidente de l'association Women around the world et présidente du comité d'organisation Calf 2024, à Brazzaville.

Merveille Jessica Atipo

## INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo  
un acteur économique majeur à vos côtés



\*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr  
www.adiac-congo.com



# AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO

ADIAC TV

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

## ADIAC NEWSLETTER

L'information du Congo et de sa région en un **CLIC**



Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informés des principaux faits marquants de l'actualité.



SCANNEZ LE QR CODE

# ABONNEZ-VOUS GRATUITEMENT

## SÉNÉGAL

# Ouverture à Dakar de la 64<sup>e</sup> réunion du Comité des gouverneurs des banques centrales de la Cédéao

La 64<sup>e</sup> réunion du Comité des gouverneurs des banques centrales des Etats membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) s'est ouverte mardi à Dakar.

«Cette 64<sup>e</sup> réunion permettra de retracer les performances de nos pays en matière de respect des critères de convergence acquis depuis l'année 2023 ainsi que les perspectives pour 2024», a expliqué, à l'ouverture de la réunion, le gouverneur de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, Jean-Claude Kassi Brou. «Le point relatif au cadre commun de la politique monétaire met en évidence les fondements institutionnels et juridiques de la politique monétaire commune pour la région» tout en abordant «les questions opérationnelles, indispensables pour un



**«Cette 64<sup>e</sup> réunion permettra de retracer les performances de nos pays en matière de respect des critères de convergence acquis depuis l'année 2023 ainsi que les perspectives pour 2024»**

fonctionnement satisfaisant de la future Banque centrale de l'Afrique de l'Ouest», a-t-il ajouté. En tant que point essentiel à la réussite de l'intégration du secteur financier dans le cadre du programme de coopération monétaire de la Cédéao, le renforcement de la supervision bancaire dans la région sera également évoqué, a indiqué Jean-Claude Kassi Brou, mettant l'accent sur la nécessité de conduire une étude pour analyser l'impact de l'émission d'une monnaie digitale de la Banque centrale en raison de ses implications pour la politique monétaire et la stabilité financière.

## CÔTE D'IVOIRE

## Le gouvernement veut restaurer 20% du couvert forestier d'ici à 2030

Le Premier ministre ivoirien, Robert Beugré Mambé, a appelé lundi à une «action collective pour atteindre l'objectif du gouvernement de restaurer un minimum de 20% du couvert forestier d'ici à 2030», à l'occasion de la célébration officielle de la Journée nationale de l'arbre à Abidjan.

«Engageons-nous à restaurer nos couverts forestiers en plantant des arbres dans nos cours, au village comme en ville, dans nos communes partout en Côte d'Ivoire», a dit le Premier ministre en exhortant la population à «faire du reboisement une activité de passion, de nécessité, une activité collective».

Célébrée le 5 juillet de chaque année depuis 1983, la Journée nationale de l'arbre vise à cultiver chez les Ivoiriens l'amour et le respect de la nature.

L'édition 2024, lancée depuis le 5 juillet sur l'ensemble du territoire national, a été marquée par des opérations de reboisement avec un accent particulier sur l'importance et les bienfaits des arbres et des forêts dans un contexte de changement climatique.

«Je vous demande de vous engager dans une gestion rationnelle de notre patrimoine forestier pour qu'il demeure une source durable de revenus, un pilier de notre économie nationale, mais également une barrière au dérèglement climatique», a encore dit le Premier ministre.

Selon les résultats d'un inventaire forestier et faunique de la Côte d'Ivoire réalisé en 2021, environ 90% de la surface de la forêt ivoirienne a disparu ces 60 dernières années et le couvert forestier est estimé à seulement trois millions d'hectares. Le gouvernement ivoirien a pris des initiatives pour restaurer le couvert forestier du pays.

## PAIX EN RDC

## Une réunion tenue en Angola

Le ministère angolais des Affaires étrangères a accueilli, mardi à Luanda, la capitale angolaise, la seconde réunion ministérielle sur la sécurité et la paix dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), en présence des ministres des Affaires étrangères de ce pays et du Rwanda.

Selon un communiqué de presse du ministère, le chef de la diplomatie angolaise, Tete Antonio, s'est dit certain que les parties atteindraient un consensus au cours de la réunion. Il a formulé des propositions concrètes visant à rétablir la paix et à faire taire les armes dans l'Est de la RDC. La réunion a duré environ une heure,

cependant aucune information officielle n'a été publiée sur les résultats de celle-ci.

Cette rencontre fait suite à une session ministérielle qui s'est tenue le 21 mars à Luanda, au cours de laquelle les délégués se sont accordés sur l'absolue nécessité d'obtenir une paix durable dans l'Est de la RDC, ainsi

que de promouvoir le développement économique et le bien-être social. Ces accords impliquaient la cessation des hostilités, la mise en place d'un cessez-le-feu et le désengagement des forces.

Mardi également, le président angolais, Joao Lourenço, a rencontré Thérèse Kayikwamba Wagner et Olivier Nduhungirehe, respectivement ministres des Affaires étrangères de la RDC et du Rwanda. Joao Lourenço est aussi le facilitateur désigné par l'Union africaine pour la promotion du dialogue entre la RDC et le Rwanda.

## MADAGASCAR

## Plus de 3 000 paysans bénéficient d'un projet agricole de la BAD

Plus de 3 000 paysans résidant dans diverses régions de Madagascar ont reçu depuis la semaine dernière des semences et des intrants agricoles grâce au Projet d'urgence de renforcement de la production alimentaire à Madagascar (Purpa), a-t-on appris mercredi auprès du ministère malgache de l'Agriculture et de l'Élevage.

Ce projet, financé par la Banque africaine de développement (BAD), à hauteur de 17,8 millions de dollars, vise à renforcer la sécurité alimentaire de Madagascar, particulièrement face aux impacts du conflit entre la Russie et l'Ukraine, a-t-il indiqué.

Dans cette optique, il entend renforcer le système semencier national en produisant

des semences certifiées améliorées et résilientes en faveur de 139 100 producteurs. Ainsi 2 485 tonnes de semences certifiées et 21 830 tonnes d'engrais, dont 20 528 tonnes d'engrais organique, seront distribuées sur une période de deux ans depuis 2023, pour accroître la production de céréales et d'oléagineux, indique la

source.

Le Purpa couvrira vingt régions de Madagascar et se concentrera sur quatre filières agricoles : le riz en tant qu'aliment de base des Malgaches; le blé, destiné à être transformé en farine; le soja, utilisé pour la production d'huile alimentaire et le tourteau pour le bétail.

Xinhua

## HOMMAGE

15<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Jean-Baptiste Tati Loutard

La commémoration du 15<sup>e</sup> anniversaire de la disparition de l'écrivain et homme politique congolais, Jean-Baptiste Tati Loutard, a eu lieu le 31 juillet au Centre culturel éponyme, en présence d'Evelyne Tchichelle Moe Poaty, présidente du Conseil départemental et municipal de Pointe-Noire, de la famille biologique du disparu, des artistes et des invités.

Organisée par le Centre culturel Jean-Baptiste-Tati-Loutard (CCJB-TL), la journée d'hommage et de souvenir a permis au public de découvrir l'immense œuvre littéraire de l'illustre écrivain, d'honorer sa mémoire et de célébrer l'héritage précieux qu'il a légué à la postérité. « *En ce jour solennel, nous avons voulu vous associer pour célébrer cet homme dont notre centre porte le prestigieux nom, un homme reconnu comme l'une des voix prépondérantes de l'Afrique francophone en considérant son abondante et florissante œuvre littéraire qu'il a léguée à l'humanité entière* », a dit Daniel Bongo Bouiti, président de l'association Pointe-Noire dynamique culturelle, gérant dudit centre, en saluant et remerciant ses hôtes.

Ecrivain illustre et homme politique de conviction, Jean-Baptiste Tati Loutard a su capturer le sens des émotions humaines, les réalités et les aspirations profondes de son temps. « *La commémoration ce jour des 15 ans de la disparition de Jean-Baptiste Tati Loutard revêt à mon sens une double signification tant l'homme aura acquis une certaine immortalité dans notre conscience collective. Lui*



L'assistance lors de la commémoration de l'an 15 de la disparition de Jean-Baptiste Tati Loutard/DR

témoigner notre reconnaissance pour diverses réponses apportées aux questions existentielles de sa communauté, ce qui fait de lui un être aimant, social et humble. Lui rendre l'hommage de la ville et de la nation pour ce qu'il a fait à travers son œuvre abondante justifie notre présence en ces lieux. Toutes nos félicitations au CCJB-TL pour cette initiative qui devrait pouvoir se pérenniser pour que vive à jamais la mémoire de Jean-Baptiste Tati Loutard », s'est exprimée Evelyne Tchichelle Poe Poaty.

Conférence, projection d'un film do-

documentaire sur la vie de Jean-Baptiste Loutard, déclamation et lecture des extraits de ses écrits puis la représentation théâtrale d'une de ses œuvres ont été les principales activités qui ont meublé cette journée hommage à l'icône de la littérature congolaise.

Ecrivain et critique littéraire, Noël Kodja Ramata a exposé sur le roman « Le masque de chacal » de Jean-Baptiste Tati Loutard, paru en 2006 aux Editions Présence africaine. Une œuvre littéraire qui peint la réalité socio politique du Congo en empruntant des personnages du terroir. C'est un univers social

où s'entremêlent l'injustice, le mensonge, l'intolérance..., a dit l'orateur. Les déclamations des textes et extraits des écrits de Jean-Baptiste Loutard par les comédiens Germaine Ololo et Titus Kosmas ainsi que la projection du film documentaire sur sa vie ont permis de découvrir l'immensité du talent de l'écrivain à la plume alerte et acérée qui a offert des perspectives nouvelles à ses semblables, susciter des réflexions profondes sur les conditions humaines, la justice sociale et la liberté.

Paru en 1980, « Les nouvelles chroniques congolaises », une des

œuvres phares de l'illustre écrivain, a fait l'objet de l'adaptation théâtrale par la compagnie « Les pétroliers ». Véritable reflet de notre univers social, les vices et travers de notre société décrits par l'auteur ont été peints avec ironie et humour par Bruno Tsamba, le metteur en scène. Cette œuvre littéraire comme bien d'autres de l'auteur nous invite à l'appropriation de ces valeurs prônées, à savoir la dignité, l'intégrité et l'amour de son pays.

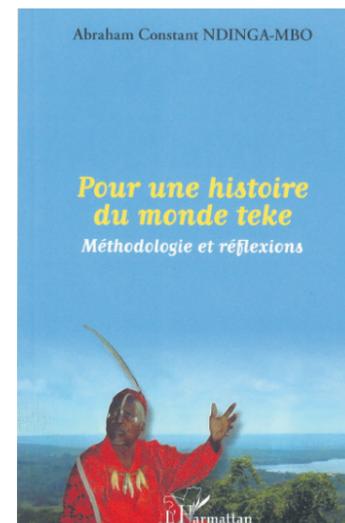
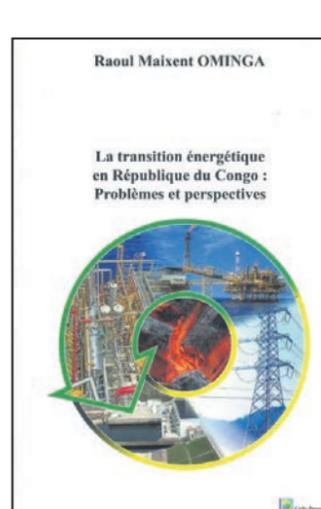
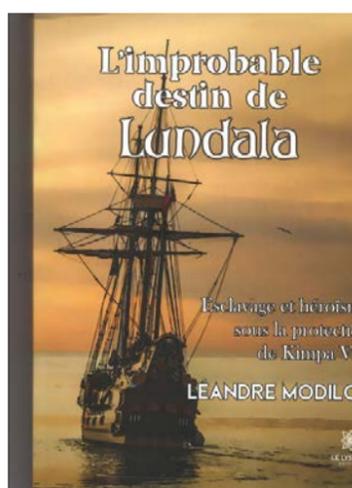
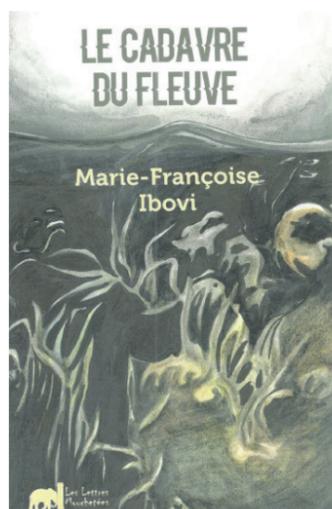
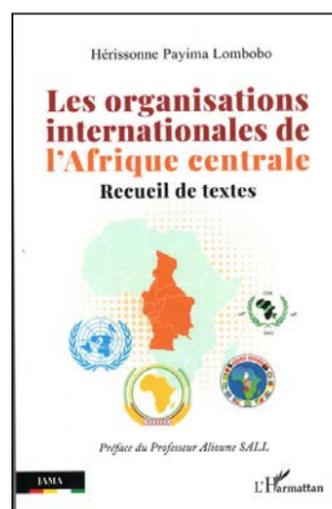
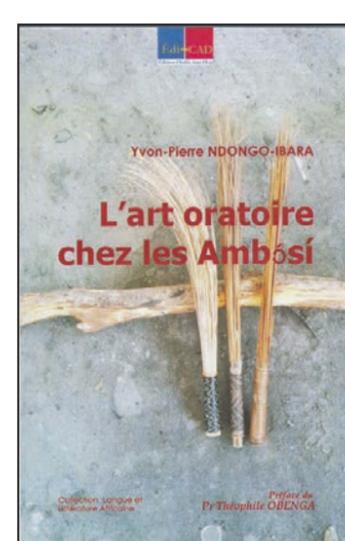
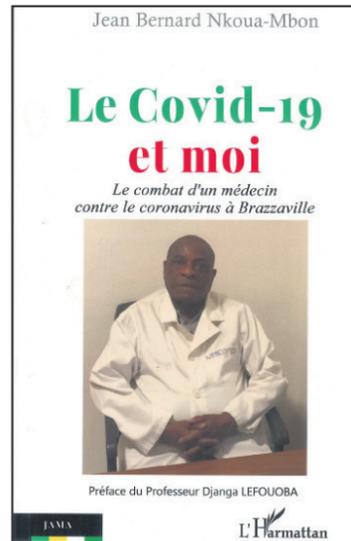
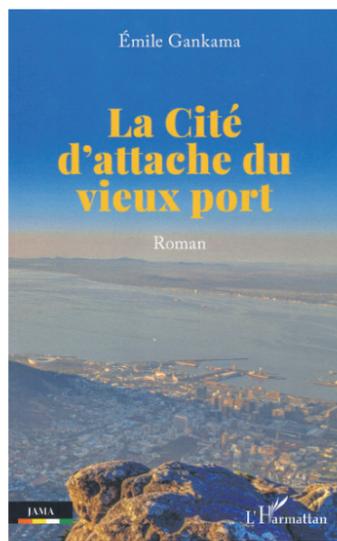
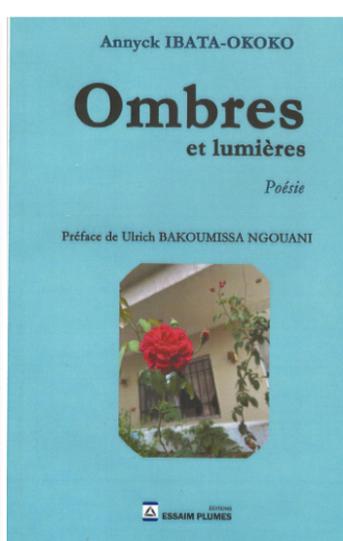
Signalons qu'en matinée, une cérémonie de recueillement et de dépôt de la gerbe de fleurs a eu lieu sur la tombe de l'illustre disparu, au cimetière familial de Ngoyo.

Homme de lettres congolais, Jean-Baptiste Tati Loutard est né le 15 décembre 1938 à Ngoyo, commune de Pointe-Noire. Il est décédé le 4 juillet 2009 à Paris, en France. Il est récipiendaire de plusieurs prix et distinctions. En 1992, il reçut notamment la médaille de Vermeil du rayonnement de la langue française, Académie française pour l'ensemble de son œuvre et sa contribution au rayonnement de la langue française. Il fut aussi membre de l'Académie mondiale de poésie et membre du Haut conseil de la Francophonie.

Hervé Brice Mampouya



## EN VENTE



## LA GUINGUETTE AFRICAINE DE SURESNES

## «Les olympiades de la sape»

Le rendez-vous du 3 août au Centre de loisirs des Landes, à Suresnes, est dédié aux «défis de la diatance». Alors que certaines voix s'élèvent sur la sape et

n'en finissent pas de susciter des polémiques, notamment l'interpellation récente d'Alain Mabankou, les organisateurs de la guinguette africaine de Suresnes passent outre

et se saisissent de l'impact festif des Jeux olympiques Paris 2024 pour programmer leurs olympiades de la sape.

C'est leur manière de vivre l'alchimie des Jeux pour célébrer et mettre en avant les valeurs de la sape, apprend-on. Pour cette édition spéciale au Mont Valérien, une dizaine de sapeurs, leaders du moment, viendront raviver la flamme de ce qui s'apparente, au-delà du mouvement esthétique vestimentaire, à la culture, un art du vivre ensemble.

La guinguette africaine de Suresnes poursuit la mise en lumière de la culture du bassin du Congo entre musique, littérature et art culinaire.

Ladis Arcade et son orchestre se produiront pour agrémenter ces instants olympiques.

Marie Alfred Ngoma

LA GUINGUETTE AFRICAINE PRÉSENTE

# LES OLYMPIADES DE LA SAPE

& SHOWCASE DE **LADIS ARCADE** ET SON ORCHESTRE

**SAMEDI 3 AOÛT À 19H**  
DÉFILÉS - DÉBATS - ÉCHANGES

AVEC  
DJO BALARD  
LE BACHELOR  
CHARDEL MANTSANGA  
BEN MOUKACHA  
ROCK LE JAPONAIS  
(MISTER SAPOLOGIE 2024)  
MIRACLE DE JÉSUS  
BRICE LANDRY DECAUX  
GILBERT GOMA

ENTRÉE & PARKING GRATUITS

6, CHEMIN DE LA MOTTE 92150 SURESNES  
RESTAURATION POSSIBLE SUR PLACE

## TRANSFERTS

## Passi en deuxième division portugaise, Avounou libéré par Cluj

Relégué avec l'Hapoel Tel Aviv en fin de saison, Bryan Passi ne découvrira pas la deuxième division israélienne. En effet, le défenseur de 26 ans rejoint le Portugal et le CD de Mafra, 9e du dernier championnat de 2e division portugaise. La durée du contrat de l'international congolais n'a pas été communiquée. Mafra débutera sa saison le 10 août par la réception de Paços de Ferreira.



C'était dans les tuyaux depuis la reprise du CFR Cluj, c'est désormais confirmé : Durel Avounou quitte le club roumain, un an après son arrivée. Placé en soutien de l'attaquant par Andrea Mandorlini, le gaucher de 26 ans effectue un bon début de saison, avec une grosse influence sur le jeu offensif. Blessé en octobre, il rate cinq matches avant de retrouver sa place. En revanche, son temps de jeu va diminuer avec la nomination d'Adrian Mutu sur le banc. Si Avounou revient dans le onze de départ durant les play-offs, après le limogeage de Mutu, le ressort est cassé entre le club roumain, qui termine deuxième derrière le Steaua Bucarest, et l'ancien joueur de la Djiri.

Camille Delourme

## NÉCROLOGIE



Martial Del Mombongo et la famille Loko Moké ont le regret d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès du pasteur Loko Moké William Viclaire, survenu le 26 juillet 2024 au CHU-B. La veillée mortuaire a lieu au n°6, rue Ngalifourou à Massengo (réf. Arrêt de bus marché Massengo). La date des obsèques sera communiquée à une date ultérieure.



Davy Kassa et le groupe tradi-moderne Kingoli universel ont la profonde douleur d'annoncer à la famille musicale, aux parents, amis et connaissances, le décès inopiné de l'artiste-danseur Espérant Ngondza, alias Epé, survenu le 19 juillet 2024 à Brazzaville.

La veillée se tient au numéro 10, rue Etaba. Référence : quartier lycée Thomas Sankara, avenue général Nianga Mbouala.

Le programme de l'inhumation sera communiqué ultérieurement.

## IN MEMORIAM



A l'occasion des 45 jours du décès de leur fille Zoula Princilia Durcile le 14 juin 2024, à Brazzaville, les familles Zoula et Otero informent les parents, amis et connaissances qu'une messe d'action de grâces sera dite le dimanche 4 août à 10 heures à l'église Notre-Dame des Victoires (Sainte-Marie de Ouenzé).

Soyez les bienvenus  
Union de prières



# LIBRAIRIE LES MANGUIERS

**LIBRAIRIE**  
LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente**

Une sélection unique de la  
**LITTÉRATURE CLASSIQUE**

(africaine, française et italienne)  
Essais, Romans, Bandes dessinées,  
Philosophie, etc.



Un **Espace culturel** pour vos **Manifestations**

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces  
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso  
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville  
République du Congo

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)  
Samedi (9h-13h)





## SANTÉ PUBLIQUE

# Le CSI de Kinsoundi classé modèle d'excellence

Le ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki, a patronné, le 1er août à Brazzaville, la cérémonie de certification après avoir atteint une performance de 92,5%, fruit de la collaboration entre son ministère et l'Unicef, à travers le projet Mavimpi ya mboté.

L'objectif a été d'encourager le centre de santé de Kinsoundi ainsi que les agents de santé qui y travaillent pour avoir dépassé le score de 80% lors des évaluations de juin. Il s'agit d'un projet qui s'est appuyé sur un accompagnement personnalisé, une co-création dans la communauté et une motivation transformationnelle des agents de santé des centres de santé intégrés (CSI) de Brazzaville.

Le Congo fait face à un défi majeur pour réduire la mortalité maternelle et infantile qui reste parmi les plus élevées au monde. Selon le rapport de l'Observatoire national des décès (publié en 2021) et le rapport MICS 2015, le pays enregistre 445 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes avec 21 décès néonataux pour 1000 naissances vivantes. Pour relever ce défi, il s'est engagé dans un processus de renforcement du système de santé pour améliorer la couverture sanitaire universelle, la résilience aux crises sanitaires et la perfor-



mance des services de santé. Parmi les stratégies adoptées, l'amélioration de la qualité des soins et des services apparaît comme un levier incontournable pour optimiser l'utilisation des ressources disponibles, renforcer la satisfaction et la confiance des usagers/prestataires.

C'est dans ce contexte que le ministère de la Santé et de la Population, en collaboration avec l'Unicef, avait lancé l'initiative «Mavimpi ya mboté» pour inver-

ser la tendance. Cette initiative vise à mettre en place un système optimisé pour améliorer le pilotage stratégique des districts sanitaires grâce à des données de production spécifique à chaque contexte ; rationaliser l'utilisation des financements pour renforcer les systèmes de santé centrés sur la santé maternelle et infantile ; réduire les coûts liés à la non-qualité des soins.

En effet, l'initiative permettra, entre autres, de mettre en place

un cadre unique de planification et de suivi-évaluation au niveau des districts sanitaires ; de réduire le temps consacré aux formations en salle en proposant des formations sur site, mieux adaptées aux besoins identifiés ; de diminuer les besoins de stockage des fichiers grâce à l'utilisation des données numériques réduisant ainsi l'utilisation du papier, un avantage environnemental significatif.

« Au cours des douze dernières

années, le nombre de nourrissons de moins de six mois qui sont exclusivement allaités au sein a augmenté de plus de 10% à l'échelle du globe. A présent, 48% des nourrissons dans le monde bénéficient de cet excellent départ dans la vie », a déclaré la représentante de l'Unicef au Congo, le Dr Hamadassalia Omorou Touré. Elle a souhaité que si cette avancée majeure nous rapproche de l'objectif de l'Organisation mondiale de la santé qui vise à porter le taux d'allaitement maternel exclusif à au moins 50% d'ici à 2025, il reste encore des problèmes épineux à surmonter. Le deuxième temps fort a été la remise de certificats à un échantillon des agents méritants du CSI de Kinsoundi ainsi que le dévoilement de la plaque de certification de ce centre par le ministre en charge de la Santé, Gilbert Mokoki. Il a dit sa satisfaction pour les résultats obtenus qu'il souhaiterait étendre à travers tout le pays.

Guillaume Ondze

## HANDBALL

## AS Otohô et Asoc remportent le championnat national des juniors

La 22<sup>e</sup> édition du championnat national juniors messieurs et dames de handball a livré son verdict, le 31 juillet, au gymnase Nicole-Oba de Brazzaville. Au terme des rencontres de très haute facture, ce sont finalement deux équipes de la capitale, AS Otohô chez les dames et Asoc chez les messieurs, qui ont été sacrées championnes.

Les deux équipes soulèvent pour la première fois le trophée national. Chacune d'elles a bataillé dur pendant les éditions précédentes avant de récolter enfin le succès. Ce qui met en avant le côté dynamique du championnat congolais, prouvant qu'aucune équipe n'a le monopole sur le handball.

La formation d'Otohô a aisément dominé, en finale, les filles d'Asoc sur le score de 22-12. Après une première mi-temps âprement disputée (9-6), Otohô a déroulé son jeu en brisant presque toutes les attaques des championnes en titre. AS Otohô a détrôné ainsi Asoc, remportant son premier titre national.

Du côté des garçons, l'équation n'était pas aussi difficile pour Asoc, obligée de terminer au sommet afin de rentrer d'effacer la contreperformance de la version féminine. Pour ce faire, l'équipe adverse, NHA Sport de Pointe-Noire, a subi durant toute la rencontre sa pression puisque le match s'est soldé sur un score de 31-19.

Les entraîneurs des deux équipes messieurs se sont félicités, promettant de continuer à travailler davantage afin de conserver leur place au niveau national.

Pari totalement gagné pour le bureau exécutif de la Fédération congolaise de handball qui a réuni,

du 24 au 31 juillet, trente équipes issues des différentes ligues départementales à Brazzaville. Cette compétition a mis en exergue non seulement le dynamisme des dirigeants mais aussi l'engagement des athlètes à défendre dignement leurs départements respectifs. C'est le cas de la formation de la Jeunesse sportive d'Etoumbi de la Cuvette Ouest qui a montré une détermination presque inébranlable. Malgré la présence des gros calibres de Brazzaville et Pointe-Noire, elle a joué la demi-finale et terminé, tête haute, à la quatrième place, en dames.

« Je suis très heureux des efforts des membres de la fédération qui continuent à travailler pour relever le niveau de nos compétitions. Le niveau et la qualité de jeu de ces enfants prouvent que dans quelques années, le Congo va regagner sa place sur la scène continentale, à condition que cette politique continue. Pour moi, l'équipe d'Etoumbi est non seulement la révélation, mais la meilleure de la compétition. Ses joueuses sont toutes petites et organisées sur le terrain. Merci à la fédération du fait que pour la première fois, les matches sont diffusés en direct, suivis partout dans le monde », s'est réjoui un supporter.



AS Otohô célèbre son titre/Adiac

Au classement chez les dames, AS Otohô va conserver son titre jusqu'à la fin de la saison prochaine. Elle est suivie d'Asoc. US Renaissance, qui a été à deux reprises deuxième du championnat, a terminé à la troisième place. Asoc, en messieurs, a occupé la première place devant NHA Sport

de Pointe-Noire. Etoile du Congo, qui a conservé le titre durant deux saisons sportives, s'est contentée de la troisième place. Au classement des buteurs, Mbedi d'US Renaissance a remporté le titre chez les dames avec 105 buts et Milandou (74 buts) de l'Etoile du Congo a terminé en tête chez les

messieurs. Notons que le championnat national seniors messieurs et dames débutent ce 3 août, toujours au gymnase Nicole-Oba. Des rencontres de haute facture seront disputées et retransmises en direct sur la page Facebook de la fédération.

Rude Ngoma